Les économistes en politique : au-delà des mythes originaires

Autor(en): **Heredia, Mariana**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **72 (2014)**

Heft 2

PDF erstellt am: **19.03.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-823244

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

LES ÉCONOMISTES EN POLITIQUE: AU-DELÀ DES MYTHES ORIGINAIRES

Mariana Heredia
Universités de Buenos Aires et de San Martin
Conseil National de Recherche Scientifique et Technique – CONICET
heredia.mar@gmail.com

Avec un certain retard, les pays d'Europe continentale découvrent la montée en puissance des économistes. Bien évidemment, il y a eu de textes liminaires associant ces experts au virage néolibéral dans la région. Les conseillers de Margaret Thatcher (Dixon, 1998) puis des fonctionnaires américains engagés dans la réforme des anciennes républiques socialistes (Sapir, 2002) ont réveillé très tôt l'intérêt des sciences sociales européennes. Nonobstant, pendant des années, les économistes ont surtout concentré l'attention des chercheurs aux États-Unis puis en Amérique latine et en Afrique. Pour l'Amérique du Nord, l'importance octroyée aux institutions culturelles dans la stratégie diplomatique de la guerre froide (Berman, 1983; Dezalay et Garth, 2002) et l'autorité internationale acquise par les sciences économiques à Harvard et à Chicago ont été longuement analysées. Or, la place centrale des économistes n'était pas plus nouvelle, à part la période de Ronald Reagan, qu'elle semblait représenter une menace pour la démocratie. En fait, à partir des années nonante, la montée en puissance des économistes américains a correspondu à l'affirmation de la puissance géopolitique étatsunienne ainsi qu'à une période de particulière prospérité économique pour ce pays (Stiglitz, 2003). Les républiques du Sud représentaient, à l'époque, le cas inverse. L'avant garde des économistes néolibéraux s'y est d'abord affirmée dans l'espace public et politique sous des gouvernements autoritaires en Argentine, en Bolivie et au Chili (Boisard et Heredia, 2010). Par la suite, lourdement endettées, la plupart des nations latino-américaines ont vu s'associer les économistes du courant dominant aux réformes néolibérales, secondant les conditions imposées par les organisations financières internationales et les créanciers privés (Schneider, 1998). Dans la mesure où les nations d'Europe occidentale adoptaient certaines politiques néolibérales de manière bien plus graduelle, souvent sous le leadership d'hommes politiques et la direction de gouvernements socialistes (Mudge, 2007), les experts en économie sont restés dans l'ombre.

Depuis la fin des années 2000, la situation semble se renverser. Certaines problématiques qui avaient obsédé les élites politique du Sud, notamment l'effet combiné de l'endettement public, la stagnation de la croissance et l'amplification des inégalités, inquiètent de plus en plus les dirigeants des pays les plus riches du Nord. Alors que le recours des États à des ajustements récurrents approfondit la frustration, les agences internationales de notation financière font peur, les dirigeants de centre et de gauche se montrent de plus en plus

perplexes et impuissants, l'avenir devient incertain. Et c'est bien cette incertitude, définie comme «économique» qui autorise l'intervention des experts dans la matière. Depuis des années, aussi bien en Espagne qu'en France, en Grèce qu'en Autriche, on constate que les économistes se démarquent de tout autre groupe professionnel dans l'autorité acquise dans l'espace public, dans les positions de pouvoir qu'on leur accorde au sein des agences publiques nationales et internationales, dans la formation de styles de raisonnement et dans l'élaboration des politiques publiques (Hirschman et Popp Berman, 2014). Qu'est-ce que les analyses produites par les sciences sociales peuvent nous apporter pour comprendre la place singulière des économistes en politiques?

D'une part, elles peuvent nous éviter certains sentiers trop parcourus qui n'amènent finalement nulle part. De prime abord, la consolidation des économistes du courant dominant a été rapportée à l'ambition d'une poignée de néolibéraux organisés internationalement. On sait bien aujourd'hui que toute transformation a besoin de promoteurs hardis mais que cela n'est jamais suffisant. On a ensuite associé l'emprise des économistes à la domination économique et politique étasunienne, affirmant parfois que le néolibéralisme se diffusait sans faille, grâce aux économistes, aux quatre coins de la planète. Bien que l'association entre néolibéralisme, intérêts géopolitiques étasuniens et américanisation des sciences économiques est indéniable, on sait aujourd'hui que les fonctionnaires des pays sous influence n'ont pas été moins radicaux ni moins actifs que les missionnaires des organisations internationales dans l'adoption des réformes (Bockman et Eyal, 2002). Plutôt que d'affirmer une tendance unilatérale et irrépressible, il faut mieux s'intéresser aux assemblages complexes produits par les réseaux internationaux et les fonctionnaires locaux devant les challenges particuliers qu'ils ont affrontés. Enfin, pendant un certain temps, on a eu tendance à s'intéresser aux seuls discours des économistes, leur octroyant le statut de «fondamentalistes du marché», agissant comme les prêtres sur nos consciences. Quoique le martèlement de certaines idées est ahurissant, on sait maintenant que les idées n'agissent pas seulement par la persuasion des citoyens et par la légitimation de la domination mais aussi dans l'affaiblissement des adversaires (comme armes), dans la production d'une utopie et une stratégie pour l'atteindre (comme projets), dans la cristallisation d'une nouvelle infrastructure cognitive (comme conventions) (Blyth, 2002). Loin de se limiter à légitimer symboliquement les anciens liens de domination économique et politique, les réformes néolibérales encouragées par les économistes du courant dominant ont souvent provoqué des bouleversements très profonds, y compris au sein des dominants (Harvey, 2005).

D'autre part, les analyses élaborées par les sciences sociales au cours des dernières années ne font pas que démonter certaines interprétations critiques un peu trop rapides et conspiratives. Les études en sciences sociales peuvent aussi nous aider à rejeter certains mythes sur lesquels s'affirme l'emprise de ces experts. Le premier est celui selon lequel l'économie de marché relève d'un domaine universel alors que la politique possède des particularités (et de déviances) nationales. Selon la plupart des économistes, leurs lois constituent une mécanique anhistorique, spontanée et inéluctable. Or, les analyses de Polanyi [2000(1944)] et de Callon (1998) nous rappellent que les marchés n'existent pas depuis toujours, que la séparation entre l'économie et la politique est un phénomène extrêmement récent, reposant sur l'intervention de fonctionnaires et de dispositifs qui démarquent cette frontière, cherchant à assurer un épurement qui s'avère souvent très provisoire. Le deuxième mythe est celui de

l'unité des économistes et de l'origine scientifique des propositions néolibérales. D'une part, force est de rappeler que les économistes n'existent que depuis très peu de temps au sein des universités, depuis la deuxième moitié du XIXe siècle, que la discipline a connue des orientations théoriques et méthodologiques très diverses selon les pays (Fourcade, 2006) et que l'unité qui nous impressionne aujourd'hui n'a été atteinte que depuis quelques décennies, au coût de la marginalisation de plusieurs voix critiques (d'Autume et Cartelier, 1995). D'autre part, les diagnostics et les conseils associés au néolibéralisme n'ont pas été le résultat d'un consensus scientifique mais d'une lutte acharnée entre keynésiens et monétaristes (Montecinos et Marcoff, 2009), ces derniers comptant sur l'appui d'un réseau d'intellectuels néolibéraux et leurs *think tanks* (Mirowski et Plehwe, 2009; Medvetz, 2012), d'un certain nombre d'hommes d'affaires et de dirigeants politiques.

Les contributions à ce dossier illustre cette nouvelle génération d'études plaçant les économistes dans les situations et les défis, mais aussi dans les vacances de pouvoir, qui les ont aidés à se consolider. Les quatre textes présentés s'emploient à démonter certains mythes. D'abord, Danilo Martuccelli ose analyser l'économie comme «pivot de notre régime de réalité». Comme la religion, la politique, l'argent et la nature, l'économie a conquis le droit de dicter «l'horizon du possible et de l'impossible». L'auteur aurait pu se contenter de souligner l'existence d'autres types déterminations (sociologiques, écologiques, culturelles, etc.). Or, en récupérant un ensemble d'exemples de grande actualité, il démontre l'importance de la contingence dans les processus sociohistoriques ainsi que le fonctionnement souvent très élastique des déterminations identifiées par les chercheurs.

Ensuite, Olessia Kirtchik s'intéresse à une de sources de l'autorité des économistes: l'idée d'une interconnexion égalitaire des formations en sciences économiques et d'une ouverture démocratique à tous les participants. L'auteure développe l'intégration globale connue par les sciences économiques depuis les années septante et présente un portrait passionnant de l'incorporation des économistes russe à l'*economics* après la chute du mur. Elle observe deux processus concomitants. D'une part, même si certains économistes non-anglophones arrivent à participer aux espaces les plus distingués de la discipline (certaines universités, revues, journées d'études), ils restent extrêmement minoritaires. D'autre part, l'intégration de quelques économistes russes les plus réputés à l'international se fait «au dépens de la langue nationale et de la dévalorisation des objets ou des problématiques locales».

L'idée que les économistes doivent se limiter à libérer les lois de l'offre et de la demande, laissant les marchés agir efficacement à leur gré est le mythe refoulé par la contribution de José Ossandón. Grâce à son analyse du rôle des économistes au Chili, l'auteur illustre deux types d'intervention. La plus connue est celle des macro-économistes, avec des connaissances spécifiques certifiées par les grandes universités américaines, agissant sur la politique monétaire et financière. Or les «7 modernisations» adoptées pendant la période de Pinochet ont permis de convoquer des économistes plus jeunes sur des domaines sociaux très divers. Au début, ces «hommes à tout faire» ont provoqué une dérégulation totale des services jadis fournis ou contrôlés par l'État. Aussitôt ils ont dû intervenir à nouveau pour régler le chaos provoqué. Il est intéressant de souligner que dans ce passage entre des économistes comme des «hommes à tout faire» aux «plombiers» ajustant des secteurs particuliers avec des savoirs plus spécialisés, ces «domaines continuent à être analysés et évalués en termes de marché et de fautes de marché, les économistes se sont parallèlement consolidés comme

administrateurs en charge de la domestication des marchés comme politiques publiques».
Enfin, la contribution de Mariana Heredia souligne que de nos jours, les économistes ne peuvent plus être considérés comme des experts comme les autres. À la différence d'autres professionnels dont les domaines d'actions sont plus clairement délimités, la plupart des économistes partagent aujourd'hui une philosophie morale commune (celle qui croit aux vertus des marchés autorégulés) tout en agissant, au même temps, sur plusieurs domaines et à plusieurs échelles. Leur montée en puissance constitue ainsi une clé pour comprendre «les transformations concomitantes des démocraties nationales et du capitalisme globalisé».
Dans la mesure où avec les privatisations et le repli des régulations publiques, l'autonomie et la responsabilité des consommateurs s'étendent, les économistes jouent un rôle majeur dans les nouvelles technologies de gouvernement. Plus que d'accuser les économistes d'un complot, l'auteur se demande à quoi ont servi et servent leurs interventions. «Comme d'autres technocrates du passé mais en utilisant moins qu'eux la violence physique, les économistes contribuent à structurer l'ordre capitaliste et ce faisant, ils participent à la reproduction des rapports de pouvoir et souvent à la création de nouvelles inégalités».
En dialogue avec les recherches classiques et avec les dernières analyses sur leurs domaines, issus de recherches menées par des auteurs de nationalités différentes et sur de sites très éloignés, ce dossier propose un ensemble de questions et d'outils pour mieux nous repérer devant la croissante participation des économistes en politique.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Berman, Edward (1983): *The influence of Carnegie, Ford, and Rockefeller Foundations on American Foreign Policy: The Ideology of Philanthropy*, New York, State University of New York Press.

Blyth, Mark (2002): *Great Transformations: Economic Ideas and Institutional Change in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press.

Bockman, Johanna et Gil Eyal (2002): «Eastern Europe as a Laboratory for Economic Knowledge: the Transnational Roots of Neoliberalism», *American Journal of sociology*, 108.

Boisard, Stéphane et Mariana, Heredia (2010): «Laboratoires de la mondialisation: les dictatures militaires argentine et chilienne et la pensée économique néo-classique», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 105.

Callon, Michel (1998): «Introduction: The embeddedness of economic markets in economics», In Callon, Michel (ed.): *The laws of markets*. Oxford, Backwell.

d'Autume, Antoine et Cartelier, Jean (eds.) (1995): *L'économie devient-elle une science dure?* Paris, Économica.

Dezalay, Yves et Garth, Bryant (2002): *La mondialisation des guerres de palais*. Paris, Seuil.

Dixon, Keith (1998): *Les évangélistes du marché. Les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*. Paris, Raisons d'Agir.

Fourcade, Marion (2006): «The Construction of a Global Profession: The Transnationalization of Economics», *American Journal of Sociology*, vol. 112, 1.

Harvey, David (2005): *A Brief History of Neolibéralism*, Oxford, Oxford University Press.

Hirschman, Daniel et Elizabeth, Popp Berman (2014): "Do economists make policies? On the political effects of economics", *Socio-economic review*.

Medvetz, Tomas (2012): *Think tanks in America*, Chicago, University of Chicago.

Mirowski, Philip et Dieter Plehwe (dir.) (2009), *The Road from Mont Pèlerin: The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge, Harvard University Press.

Montecinos, Verónica et John Marcoff (dir.) (2009): *Economists in America*, Cheltenham et Northamptom MA, Edward Egard.

Mudge, Stephanie (2007): «Neoliberalism without Neoliberals: The Late xxth Century Transformation of the Center and Especially the Left», Colloquium, Institute for the Study of Societal Issues.

Polanyi, Kart [2000 (1944)]: *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris, Gallimard.

Sapir, Jacques (2002): *Les économistes contre la démocratie. Pouvoir, mondialisation et démocratie.* Paris, Albin Michel.

Schneider, Ben Ross (1998): «The Material Bases of Technocracy: Investor Confidence and Neoliberalism in Latin America», in Miguel Angel Centeno & Patricio, Silva (dir.) *The Politics of Expertise: Technocratic Ascendancy in Latin America*, New York, St. Martin's Press, 1998.

Stiglitz, Joseph (2003): *The Roaring Nineties - A New History of the World's Most Prosperous Decade*, New York, WW Norton & Company.